

Consultation publique n°2018-003 du 15 février 2018 relative à la prise en compte de l'autoconsommation dans la structure du TURPE HTA-BT et des tarifs réglementés de vente



Rassemblant plus de 880 adhérents (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'acteurs locaux d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des décideurs en matière de politiques Energie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).

Force de proposition indépendante et interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, en partenariat étroit avec les institutions et en particulier l'ADEME, AMORCE est aujourd'hui la principale représentante des territoires engagés dans la transition énergétique et l'économie circulaire. Créée en 1987, elle est largement reconnue au niveau national pour sa représentativité, son expertise et ses solides compétences, qui lui valent d'obtenir régulièrement des avancées majeures (TVA réduite sur les déchets et sur les réseaux de chaleur, création du fonds chaleur, éligibilité des collectivités aux certificats d'économie d'énergie, création des filières de responsabilité élargie des producteurs sur les meubles, généralisation des plans climat, etc.). Porte-parole des associations de collectivités territoriales dans la défense des intérêts des acteurs locaux, elle a également joué un rôle majeur dans l'élaboration de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ou précédemment des lois relatives au Grenelle de l'environnement.

AMORCE a participé activement au GT8 du débat national sur la transition énergétique (DNTE), et anime depuis 2014 un groupe d'échanges intitulé « distribution d'énergies et transition énergétique », qui rassemble les principaux acteurs de la distribution (collectivités locales, gestionnaires de réseaux, assistants à maîtrise d'ouvrage, cabinets juridiques, fédérations et associations spécialisées, etc.). Pour accompagner ses adhérents, AMORCE se mobilise également au travers de publications dédiées sur le sujet de la distribution d'énergie. Les collectivités autorités organisatrices de la distribution d'électricité adhérentes d'AMORCE représentent environ 35 millions d'habitants.

AMORCE se tient à la disposition de la CRE pour tout échange et tout complément sur les sujets traités dans cette consultation.

En premier lieu, AMORCE souligne son attachement aux principes de solidarité territoriale (principe de « timbre poste », péréquation tarifaire) et de non-discrimination qui s'appliquent au modèle de la distribution d'énergie français. Sans remettre en cause ces fondements, AMORCE considère que les utilisateurs doivent être incités à utiliser le réseau électrique de manière cohérente et pertinente au regard des coûts qu'ils génèrent pour celui-ci (à la hausse ou à la baisse).

L'article L.315-3 du code de l'énergie stipule que « la Commission de Régulation de l'Énergie établit des tarifs d'utilisation des réseaux publics de distribution d'électricité spécifiques pour les consommateurs participants à des opérations d'autoconsommation, lorsque la puissance installée de l'installation de production qui les alimente est inférieure à 100 kilowatts », et l'article D. 315-2 du même code précise que « Pour l'application de l'article L. 315-3, on entend par " installation de production " l'ensemble des

installations appartenant à un même producteur participant à l'opération d'autoconsommation collective ».

Autoconsommation individuelle

AMORCE est favorable à ce que les autoconsommateurs individuels soient soumis aux mêmes règles que les autres utilisateurs des réseaux, en ce qui concerne les composantes de soutirage et d'injection du TURPE V. Par principe de non-discrimination entre les usagers, deux profils identiques du point du réseau doivent se voir appliquer le même traitement tarifaire. AMORCE considère que l'incitation à l'usage optimal du réseau passe notamment par l'utilisation d'incitations tarifaires (typiquement via plusieurs plages tarifaires sur la composante de soutirage).

Sur le plus long terme, AMORCE se mobilisera à propos des évolutions du TURPE, visant à repenser les parts relatives aux coûts fixes, à la puissance, à l'énergie, etc. Pour AMORCE, l'un des grands enjeux du prochain TURPE consistera à renforcer l'incitation des gestionnaires de réseaux en matière de transition énergétique, avec des objectifs et des moyens supplémentaires définis directement dans les tarifs d'accès aux réseaux. En effet, les nouveaux modèles de contrats de concessions nationaux ont permis d'intégrer la question de la transition énergétique dans les redevances de concession (R1 et R2), ce qui constitue un bon signal. Toutefois, au regard des enjeux de cette transition énergétique pour les réseaux de distribution, les montants en jeu et les possibilités d'interventions resteront encore trop limités.

Autoconsommation collective

L'autoconsommation collective, définie à l'article L. 315-2 du code de l'énergie et créée par l'Ordonnance n°2016-1019 du 27 juillet 2016, constitue un nouvel usage du réseau électrique de distribution encore peu sollicité. Toutefois, le nombre de projets croît rapidement de même que l'intérêt pour la pratique.

Afin de répondre aux enjeux de la transition énergétique, certains usages atypiques et localisés des réseaux publics peuvent conduire à une moindre sollicitation des réseaux électriques amonts. C'est le cas de l'autoconsommation collective. Pour AMORCE, il est ainsi pertinent et réaliste de comptabiliser le service rendu par ces autoconsommateurs collectifs au système électrique, via un tarif de distribution adapté et reflétant cette moindre sollicitation des réseaux.

La CRE propose de définir un « TURPE V autoconsommation collective », comportant deux composantes de soutirage spécifiques (sur la part énergie) pour les consommateurs participants à une opération d'autoconsommation collective :

- La part énergie proposée pour les flux locaux (dits « autoproduits ») est inférieure à la part énergie équivalente du TURPE V. Le caractère local de l'énergie et la moindre sollicitation des réseaux amonts sont donc effectivement pris en compte, même si des retours d'expérience plus fins permettront d'affiner cette prise en compte à moyen terme.
- La part énergie proposée pour les flux complémentaires sollicitant les réseaux amonts (dits « alloproduits ») est en revanche plus élevée que la part énergie équivalente du TURPE V.

Le modèle économique des opérations d'autoconsommation collective (qui sont principalement basées sur l'énergie photovoltaïque à ce jour) est encore naissant et difficile à mettre en œuvre en l'absence de soutien public. AMORCE estime qu'à ce jour, le « TURPE V autoconsommation collective » proposé par la CRE ne conduirait pas (ou dans des proportions très limitées) à réduire le coût d'utilisation des réseaux publics pour les autoconsommateurs collectifs. Cela car ces opérations ont pour l'heure presque toujours besoin d'une part non négligeable d'énergie alloproduite. En l'absence de soutiens publics complémentaires (tarifs d'achats ou compléments de rémunération, fiscalité) et considérant un TURPE spécifique tel que proposé par la CRE, le déploiement des opérations d'autoconsommation collective pourrait être limité.

De manière pragmatique, il paraît également cohérent qu'un usage générant une gestion spécifique pour le gestionnaire de réseau soit comptabilisé par le TURPE (composante de gestion). En revanche, il est encore délicat d'estimer le coût de gestion réel des opérations d'autoconsommation collective du fait du petit nombre de projet existants. La composante de gestion proposée devra être rigoureusement ajustée en fonction des coûts réels observés pour les gestionnaires de réseaux.

Au delà des tarifs d'utilisation des réseaux publics

Au delà du tarif d'utilisation des réseaux, certains comportement/usages (dont l'autoconsommation fait partie) peuvent réduire les coûts des réseaux électriques. Ceux-ci peuvent par exemple être valorisés par les services de flexibilité locaux (tel que prévu par l'article 199 de la loi de transition énergétique et le

décret n°2016-704 du 30 mai 2016). Cependant, à ce jour, les porteurs de projets peinent à connaître l'emplacement sur le réseau où ces services auraient la plus forte valeur ajoutée.

D'une manière plus générale et sur le moyen terme, avec l'augmentation des productions décentralisées d'énergie renouvelable, l'autoconsommation pourra particulièrement trouver un intérêt afin d'implanter des unités de productions d'énergie renouvelable dans les zones où le réseau électrique est peu apte à accueillir des injections massives d'électricité.

Une plus grande force de proposition de la part des gestionnaires de réseaux (Enedis en tête), et une transmission de davantage de données sur les contraintes des réseaux aux collectivités concédantes, seraient de nature à faciliter ces nouveaux usages lorsqu'ils sont bénéfiques pour l'atteinte des objectifs locaux et nationaux en matière de transition énergétique.

AMORCE

18 rue Gabriel Péri - 69100 Villeurbanne

Tel : 04 72 74 09 77

www.amorce.asso.fr

Thomas DUFFES – Responsable du pôle énergie et réseaux de chaleur - tduffes@amorce.asso.fr

Maxime ANCHISI – Chargé de mission distribution, marchés et EnR - manchisi@amorce.asso.fr